

Dourdan - Etampes - Milly

Nuisances aériennes : l'ultimatum des élus

CE N'EST PAS encore la guerre, mais ce n'est déjà plus la paix. Le ton est monté hier matin dans la salle du conseil de l'hôtel de ville d'Etampes. Près de 70 élus essonniers, de toutes les couleurs politiques, s'étaient réunis à l'appel du député-maire (UMP) Franck Marlin pour décréter la mobilisation générale contre le nouveau couloir aérien proposé par la Direction générale de l'aviation civile (DGAC). Le projet prévoit de déplacer un peu plus au sud un des principaux couloirs empruntés par les avions à destination d'Orly. Une modification censée diminuer de près de 50 % le nombre d'Essonniers concernés par les nuisances sonores (78 000 contre 116 000).

« Nous pourrions envisager des blocages »

C'est un véritable « ultimatum » qu'a lancé sous les applaudissements le député-maire d'Etampes. « Nous demandons au président de la République de nous recevoir avant le 31 décembre pour étudier nos propositions. Sinon, le mois de janvier sera chaud et nous pourrions alors envisager des blocages. »

Pour symboliser l'unité départementale face au projet, Claire-Lise Campion, sénatrice (PS), ou Nicolas Dupont-Aignan, député (DLR), avaient fait le déplacement. « C'est l'union sacrée, glissait la sénatrice. Cela ne me gêne pas de répondre à une invitation d'un élu de la majorité gouvernementale. C'est un dossier qui concerne toute la population. »



La mobilisation générale a été décrétée contre le nouveau couloir aérien proposé par la Direction générale de l'aviation civile. (LP/N.J.)

« Il n'y a pas de gagnant ou de perdant, renchérisait-on d'ailleurs du côté de la mairie d'Etampes. Il ne faut pas tomber dans la division. » Difficile pourtant de repérer parmi les invités d'hier des élus émanant des communes qui vont se libérer des avions grâce au projet. Deux autres dossiers sensibles avaient été

ajoutés à l'ordre du jour de la réunion : le projet d'extension du site de stockage d'hydrocarbures à Cerny et le projet de décharge à Saint-Escobille. Peut-être une manière de fédérer davantage de communes dans une fronde plus globale contre les services de l'Etat.

JULIEN MARIVAL